LE 10ème HOMME

Son devoir est de penser différemment

25 février 2021

La catastrophe vaccinale de l'UE

Par Bill Wirtz

Crédits photos : de FOTOGRIN / Shutterstock.com

Les Dessous de l'Union Européenne

Vauban éditions

Introduction

Garder une distance sociale et respecter les règles : c'est ainsi que nous sortirons de cette crise rapidement.

Cela semble être encore le mantra des gouvernements européens. La solution ultime à la pandémie est pourtant le vaccin, dont l'approvisionnement est assuré par l'Union européenne. Malheureusement, c'est un échec total et l'Europe prend du retard sur des pays parfois minuscules et avec moins de moyens.

Un mélange d'arrogance et d'eurocentrisme mal placé a fait perdre le terrain à Bruxelles, qui pousse aujourd'hui la Commission européenne à recourir à des mesures désespérées pour éviter l'exportation de vaccins. Ce dossier cherchera à expliquer comment les choses se sont déroulées.

Dans la lettre de décembre nous avions déjà abordé les accords secrets entre l'UE et les grandes entreprises pharmaceutiques. Maintenant, nous sommes à l'étape suivante de ce désastre.

Pour comprendre cet échec de l'Union européenne, cette lettre va :

- Expliquer comment elle a mal commencé en planifiant ses commandes
- Montrer ce que d'autres pays dans le monde ont fait… avec plus de succès
- Analyser le changement de direction de Bruxelles concernant sa politique sur les exportations

Le désastre des commandes

Il est toujours facile de dire plus tard "vous auriez dû le savoir". Nous savons maintenant que miser sur le vaccin Moderna et Pfizer/Biontech était la meilleure idée, mais nous ne sommes pas tous des spécialistes des vaccins, et même ces derniers auraient eu du mal à nous donner de bons indices. Cela dit, l'UE a commis des erreurs qui sont spécifiques au fonctionnement de Bruxelles et de l'UE.

La stratégie de l'Union européenne en matière de vaccins prévoit que les 27 États membres de l'UE ne négocieront pas individuellement avec l'industrie pharmaceutique. C'est pourtant ce qu'a fait l'Allemagne.

L'Allemagne, un pays de 83 millions d'habitants, reçoit 94 millions de doses, dont 64 millions de l'UE et 30 millions dans le cadre d'un accord séparé avec Pfizer/Biontech. Sur le vaccin Moderna, 50 millions sur un total de 160 millions iront à l'Allemagne. En ce qui concerne la "solidarité européenne" en matière de vaccins, on repassera.

Selon le Spiegel, l'Allemagne a toutefois demandé au Conseil européen pour que plus des 300 millions de doses de Pfizer prévues soient achetées. Pourquoi acheter moins de doses que nécessaire ? Selon le Spiegel, la France s'y est opposée, car l'UE n'aurait acheté que 300 millions de doses à la société française Sanofi. La Commission européenne réfute cependant cette allégation.

Il est évident que l'Allemagne et d'autres pays comme la Hongrie qui s'est procuré le vaccin russe Spunik V, cherchent des chemins alternatifs, vu la lenteur de la stratégie vaccinale de l'UE.

Dans une interview avec la chaîne publique allemande ARD, la chancelière allemande Angela Merkel a admis que l'Europe avance à un rythme lent par rapport aux États-Unis ou au Royaume-Uni.

"Je crois qu'au fond, rien n'a mal tourné" dit-elle en ce qui concerne l'achat de vaccins par l'UE, avant d'ajouter *: "Bien sûr, la question se pose : Pourquoi les États-Unis sont-ils plus rapides, pourquoi Israël est-il plus rapide, pourquoi le Royaume-Uni est-il plus rapide ? Cela fait mal, bien sûr".*

Pourtant, Mme Merkel a rejeté les critiques selon lesquelles l'UE aurait pu disposer de plus de vaccins si elle avait investi plus d'argent à un stade plus précoce, faisant valoir que les premiers vaccins disponibles tels que BioNTech/Pfizer auraient de toute façon été limités dès le départ.

"Le fait est que les États-Unis disposent d'une capacité de production - Pfizer est une société américaine, après tout - et que les Etat-Unis n'exporte pratiquement rien hors de ses frontières. Cela signifie qu'en tant qu'Européens, nous sommes dépendants de nos propres installations de production", qui sont maintenant augmentées à un rythme élevé, a déclaré Mme Merkel.

Elle a également fait valoir qu'il était tout à fait normal d'attendre que l'Agence européenne des médicaments délivre une autorisation finale de mise sur le marché des vaccins au lieu de s'en remettre à une autorisation d'urgence comme au Royaume-Uni.

"D'avoir commandé ensemble sur une base européenne était certainement la meilleure chose à faire", a déclaré la chancelière.

Mais dans les faits le gouvernement allemand a été faire ses propres négociations… Intéressant.

Le Royaume-Uni et le pari du Brexit

Toute politique devient réelle dès qu'elle produit des effets, donc montrons quelques exemples pour comprendre certains changements dus au Brexit.

Quand j'ai interviewé l'ancien président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker au Luxembourg (vous trouverez mon interview en cliquant sur ce lien) sur le Brexit, il m'a dit que les eurosceptiques britanniques se vantaient de l'avantage de leur sortie de l'UE, mais qu'ils avaient tort dans leurs conclusions.

D'après Juncker, la sortie de l'UE et la politique vaccinale n'avait pas de lien. Il semble ignorer que l'acquisition commune des vaccins dans l'UE, dont tous les pays membres ont choisi de faire partie, est la raison du retard du continent face aux Britanniques.

C’est évidemment la totale indépendance de Bruxelles qui a été cruciale dans la rapidité britannique. (Lisez la lettre du mois dernier sur le sujet: “Brexit: l’épreuve commence pour le Royaume-Uni”).

L’exemple britannique montre que même après un début difficile avec le premier vaccin contre le COVID-19 autorisé par les Britanniques, l’UE est malgré tout en retard. Le Royaume-Uni a signé son accord trois mois plus tôt que l'UE, ce qui donne à AstraZeneca le temps d'aplanir les difficultés logistiques. Bruxelles a même demandé à la firme anglo-suédoise de détourner des livraisons du Royaume-Uni, mais la firme a déclaré que son contrat avec la Grande-Bretagne l'en empêchait.

Le Royaume-Uni est loin devant nous en ce qui concerne la stratégie en matière de vaccins, malgré les prédictions des partisans de l'UE selon lesquelles la non-participation à la politique d'acquisition commune de l'UE allait poser problème aux États non-membres.

Vous pouvez d’ailleurs le constater sur ce graphique.

Le premier avantage du Royaume-Uni est d'avoir commencé tôt. L'organisme de réglementation des médicaments du pays, la “Medicines and Healthcare products Regulatory Agency” (MHRA), a été le premier en Europe à approuver le vaccin Pfizer/BioNTech, le 2 décembre 2020, soit quelques semaines avant l'Agence européenne des médicaments. Cela a ouvert la porte à la livraison de près d'un million de doses de ce vaccin - fabriqué d’ailleurs en Belgique - au Royaume-Uni dès la deuxième semaine de décembre.

Kate Bingham, chef de la task-force gouvernementale sur les vaccins entre mai et décembre, a eu des entretiens préliminaires avec les producteurs de vaccins, devançant ainsi l'UE dans les premières semaines de la course à la vaccination. À la mi-août, le Royaume-Uni avait signé des accords de principe garantissant quatre types de vaccins contre les coronavirus avec les fabricants de médicaments AstraZeneca, Pfizer/BioNtech, Valneva, GSK/Sanofi, Novavax et Johnson & Johnson's Janssen. Les relations de longue date entre l'équipe de Bingham et le secteur pharmaceutique - une proximité qui a néanmoins été critiquée - auraient pu y contribuer.

L’hypocrisie de Bruxelles sur les exportations

Lorsque la pandémie a commencé dans l'Union européenne, Bruxelles s'est lamentée sur le fait qu'il était hors de question d'interdire l'exportation de produits médicaux de première nécessité. De nombreux États membres ont tenté de monopoliser les masques, les gants, les désinfectants pour les mains et d'autres équipements médicaux, et d'empêcher qu'ils ne soient diffusés ailleurs. Selon les règles du marché unique, les pays peuvent restreindre l'exportation de certains produits en cas d’urgence.

Le même raisonnement a été appliqué lorsque Donald Trump - dans un effort pour appliquer une politique "America First" - a essayé d'empêcher les producteurs de livrer des vaccins en Europe avant que les Américains puissent avoir accès à leur dose. Nous parlons ici de la première moitié de 2020.

Le ton est différent quelques mois plus tard. La Commissaire pour la Santé Stella Kyriakides explique dans un communiqué de presse de la Commission européenne: “Nous avons accordé un financement préalable aux entreprises pour rassembler les capacités nécessaires à la production de vaccins, afin que les livraisons puissent commencer dès qu'elles seront autorisées. Nous avons maintenant besoin de transparence quant à la destination des vaccins que nous avons commandés et nous devons veiller à ce que ces vaccins parviennent à nos concitoyens. Nous devons rendre des comptes aux citoyens et aux contribuables européens — c'est l'un de nos principes fondamentaux.”

Les Européens ont aimé détester Donald Trump et ses pulsions nationalistes. Mais quand il s'agit de gérer Covid-19, ils n'ont pas peur de suivre les mêmes traces que celui-ci. Dans le cadre de la lutte acharnée avec le géant pharmaceutique AstraZeneca concernant un déficit de production de vaccins, la Commission a imposé un mécanisme par lequel les pays de l'UE pourraient bloquer les exportations de vaccins si les propres commandes de l'UE n’étaient pas encore remplies.

Dans le cadre de ce régime, l'UE donnera instruction à ses autorités douanières de bloquer les exportations de vaccins, sauf si elles sont accompagnées d'une autorisation préalable.

Cela permettra à l'UE de donner la priorité aux expéditions vers ses propres pays avant d'autoriser les exportations. La légalité de cette mesure est encore incertaine, et pourrait même conduire à une longue bataille juridique.

Il est intéressant de constater que nous avons échangé “America First” pour “Europa First”.

Conclusion

Des pays comme Israël ou les Émirats arabes unis sont en avance sur l'Union européenne en matière de vaccination. Les bureaucrates de Bruxelles diront que c'est parce que ces pays sont petits (même si ce n'est guère un argument). Pourtant des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis sont très en avance sur l'Union européenne en matière de vaccination.

Les bureaucrates bruxellois diront alors que c'est parce qu'ils ont influencé les exportations et financé beaucoup de recherche - deux choses que fait pourtant l'Union européenne… à grand frais.

Le vaccin était pourtant annoncé depuis le début comme étant le facteur qui mettrait fin définitivement aux politiques de confinement des gouvernements. Les gouvernements doivent être tenus responsables de la rapidité avec laquelle ils mettent en pratique cette politique vaccinale.

Malheureusement, cela montre une fois de plus que l'Union européenne n'est ni rapide, ni prévoyante. Elle montre que la bureaucratie et la mesquinerie de Bruxelles entravent une fois de plus la mise en place de véritables solutions rapides pour sortir sa population des contraintes violentes contre leurs libertés.

1. L'information publiée dans cette publication. Cette publication fournit des informations et du matériel de nature générale. Vous n'êtes pas autorisés ni ne devez compter sur ce guide comme une source de conseils juridiques, de conseils d'entreprise, ou de conseils de toute autre nature. Vous agissez à vos propres risques en vous appuyant sur le contenu de ce guide. En aucun cas les propriétaires ou auteurs de ce guide ne peuvent être tenus responsables des actions, décisions ou tout autre comportement auxquels vous vous prêtez ou non se fondant sur le contenu de ce guide.

2. Risques reliés à l'utilisation de cette publication. Les auteurs ou propriétaires de cette publication ne seront pas tenus responsable pour toute pertes, dommages ou réclamations résultants d'événements relevant des catégories suivantes :
(1) Les erreurs commises par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les mots de passe oubliés, les paiements envoyés aux mauvaises adresses Bitcoin ou autres cryptomonnaies et les suppressions accidentelles de portefeuilles.
(2) Les problèmes de logiciel de site Web et/ou de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les fichiers portefeuille corrompus, les transactions incorrectement construites, les logiciels malveillants et/ou tout logiciel ou service en lien avec ce guide.
(3) Les défaillances techniques dans le matériel de l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., la perte de données attribuable à un périphérique de stockage défectueux ou endommagé.
(4) Les problèmes de sécurité rencontrés par l'utilisateur de tout logiciel ou service en lien avec ce guide, e.g., les accès non autorisés aux portefeuilles et/ou aux comptes des utilisateurs.
(5) Les actions ou inactions de tiers et/ou les événements rencontrés par des tiers, e.g., les faillites des fournisseurs de services, les attaques de sécurité à l'information ciblant les fournisseurs de services et les fraudes menées par des tiers.

3. Risques d'investissement. L'investissement dans les actions, Bitcoins et autre cryptomonnaies peut mener à des pertes financières sur de courtes ou même de longues périodes. Les investisseurs doivent aussi anticiper de larges fluctuations dans les prix. L'information publiée dans ce guide ne peut garantir que les investisseurs ne subiront pas de pertes financières.

4. Aucune garantie. Ce guide est fourni « tel quel » sans aucune garantie d'aucune sorte concernant le guide et/ou tout contenu, données, matériel et/ou services mentionnés dans cette publication.

Vauban Éditions SA – Adresse : Avenue morges 88, case postale 1474 – 1001 Lausanne